

TIZI-OUZOU / MAISON DES DROITS DE L'HOMME
ET DU CITOYENAmbitieux programme
de formation

Les locaux de la Maison des droits de l'homme et du citoyen de Tizi-Ouzou, dans la Nouvelle-Ville, sont devenus, depuis le début de l'année 2006, le lieu de convergence de plusieurs militants associatifs, politiques, syndicalistes et bien d'autres acteurs sociaux, pour la plupart venus des wilayas du Centre comme Tizi-Ouzou, Boumerdes et Béjaïa pour prendre part à un ambitieux et riche programme de formation initié par cette section de la Ligue algérienne des droits de l'homme présidée actuellement par M^e Zehouane.

La situation peu reluisante des droits de l'homme dans notre pays, les dénis de droit dont sont victimes les Algériens et bien d'autres sujets inhérents à la vie politique et sociale dans tous ses compartiments ou tout simplement le manque d'engagement et la démission de la société civile face aux défis de l'heure n'ont pas, à en juger et à la lumière de l'importance accordée et les efforts déployés, laissé indifférents les animateurs de cette section qui se sont résignés à offrir un cadre de débat et surtout de formation à l'adresse des acteurs de la vie publique ou tout simplement à un quelconque citoyen désireux d'y participer ou d'apporter sa contribution.

Le souci de participer à l'émergence d'une prise de conscience collective est aussi l'un des précurseurs de cette initiative, et pour cela le travail de formation est désigné comme le meilleur moyen d'y parvenir. C'est dans cet esprit, d'ailleurs, que M. Aït Yahia, véritable cheville ouvrière de ce programme, tenait, à chaque ouverture des rencontres, à rappeler: "Il faut se former et former par la suite, c'est la méthode la plus indiquée pour lutter contre le déni de droit et les atteintes aux droits de l'homme et c'est uniquement par cette lutte qu'on parviendra à acquérir une dignité collective", ne cessait-il de marteler.

Les droits sociaux, économiques, culturels, la citoyenneté, les notions de démocratie, de l'Etat... sont autant de

thèmes sur lesquels les participants se sont penchés à travers une longue série de rencontres, de conférences, de séminaires...

C'est ainsi que ce cycle de formation débuta au mois de mai de l'année écoulée avec deux rencontres portant sur "Le droit du travail", "La démocratie" et "La notion de l'Etat" animées respectivement par M^{me} Bakhti, le professeur Kaïs et le professeur Taleb pour enchaîner, au mois de juin, avec un séminaire sur les droits de l'enfant où sont débattus plusieurs thèmes, comme "Développement du droit international et droit de l'enfant", présenté par M^{me} Klara Gaïa Chastan, "Droits de l'enfant à travers la législation algérienne" par M^{me} Smain Chama... Pendant ce même séminaire, quatre autres thèmes ont été abordés "La Constitution", présenté par le professeur Kaïs,

"Organisation des pouvoirs territoriaux" et "L'élection, lieu de participation citoyenne", abordés par le professeur Taleb, "L'institution judiciaire", par M^{me} Hanoune et MM. About et Hadj-Arab. Le mois de juillet a été consacré à l'organisation d'une université d'été dans la ville balnéaire de Tizirt qui s'est étalée sur quatre jours et exclusivement dédiée au thème combien important de la citoyenneté. Les participants ont eu droit à quatre communications inhérentes au sujet, ses implications et corrélation avec d'autres notions comme la société civile, les médias, les libertés éducation... Les communications ont été assurées aussi bien par des nationaux, comme le journaliste Fayçal Metaoui, Tichtich Aïssa, que par des invités étrangers à l'instar de Cécile Denis et Philippe Lesne.

L'année est clôturée, aux mois de novembre et décembre, par d'autres rencontres. On peut citer "Les droits économiques et sociaux", présenté par l'économiste Mouhand Ouamar Oussalem, "L'Etat du point de vue historique" de l'historien et directeur de la revue *Naqd*, Dahou Djerbal et "L'état du point de vue anthropologique",

œuvre du sociologue B. Salhi. La Maison des droits de l'homme et du citoyen de Tizi-Ouzou s'est aussi distinguée dans ses intenses activités par la célébration des journées-anniversaires.

En effet, elle a marqué de son empreinte la Journée internationale de la femme par une exposition, une conférence et la distribution publique de la convention internationale contre la discrimination à l'égard de la femme à l'université Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou.

La célébration du 58^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme a été aussi l'occasion de l'organisation d'une conférence-débat animée par M. Mohand Aït-Yahia à Si Mustapha, dans la wilaya de Boumerdes.

Par ailleurs, la même maison est mise à profit pour la tenue de plusieurs cafés littéraires et philosophiques. Les *identités meurtrières* d'Amine Malouf, *La ferme des animaux* de George Orwell et tout récemment *L'arbitraire* de Bachir Hadj-Ali ont été les livres qui ont été soumis à débat et commentaires des présents. Un autre livre s'apprête à être étudié, il s'agit de *L'attente*, de l'écrivain algérien Yasmina Khedra. Le film

d'expression berbère *La montagne de Baya* a été également, dans le sillage des activités, projeté dans l'enceinte des mêmes locaux.

Le long de cette longue et fructueuse formation qui a attiré de nombreux participants, tous horizons confondus, plusieurs partenaires sont intervenus pour l'encadrement, la contribution, le parrainage. La fondation allemande Friedrich Ebert, par le biais de son bureau en Algérie, le centre de documentation en droits de l'homme et l'association Afak de Si Mustapha ont été ainsi d'un grand apport.

Pour l'année en cours, les responsables nous apprennent qu'ils ne comptent pas s'arrêter en si bon chemin, "surtout que les efforts ont donné des résultats probants et que depuis le lancement de ce cycle de formation un grand intérêt a été suscité chez les participants.

C'est ce qui augure des lendemains meilleurs pour l'état des droits de l'homme dans notre pays, par la prise de conscience et la mobilisation", soutiennent-ils, et promettent un programme aussi riche que varié pour l'année en cours.

R. A.

AIN-ZAOUIA / REOUVERTURE
DE LA POSTE DE BOUMEHNILe maire saisit
de nouveau le wali

Etre handicapé, veuve de chahid ou retraité et habiter Boumejni, ce hameau de plusieurs villages de Ain Zauouia, voilà qui est loin d'être une sinécure. Ces catégories de la société particulièrement, mais aussi d'autres, se plaignent, depuis belle lurette, des longs déplacements auxquels ils sont astreints pour la perception de leurs pensions.

Pour la moindre prestation de service relevant des prérogatives du bureau de poste, ils doivent, en effet, se rendre au chef-lieu de la commune avec le lot de désagréments causés à cette frange de personnes qui ferait volontiers l'économie des quinze kilomètres qu'ils parcourent afin de rallier le bureau de poste, faire la chaîne dès l'aube et pendant des heures pour en fin de compte se voir signifier qu'il n'y a plus d'argent et qu'il faut revenir le lendemain.

Pourtant, il existe bien une solution pour mettre un terme au calvaire que vivent au quotidien ces citoyens mis à rude épreuve. Il s'agit de la réouverture de l'agence postale de Boumejni, comme ne cesse de l'appeler la population de tous ses vœux. Un appel dont s'est fait l'écho le président de l'APC de Ain Zauouia qui, après avoir saisi le wali à cet effet, une première fois au mois de janvier de l'année dernière, revient de nouveau à la charge, a-t-on appris,

pour l'informer que la structure en question est toujours fermée. Pour l'édile municipal, l'argument sécuritaire longtemps prétexté n'a plus raison d'être puisqu'un cantonnement de la garde communale a été installé sur place.

Autre problème soulevé par le premier magistrat de la commune de Ain Zauouia, la condition posée par l'unité de Tizi-Ouzou de la direction d'Algérie Poste pour la réouverture de la poste en question et qui consiste en l'engagement de l'APC à assurer un dispositif composé de moyens humains et matériels dont des agents de sécurité pour l'acheminement régulier des dépêches postales vers Boumejni à partir de la poste de Draâ-El-Mizan. En fait, d'après son président, l'APC de Ain Zauouia ne peut pas satisfaire cette condition en raison des moyens de transport scolaire.

En sollicitant le chef de l'exécutif de la wilaya, le président de l'Assemblée populaire de la commune de Rabah Aïssa espère qu'une décision soit prise pour régler définitivement le problème de la réouverture de l'agence postale de Boumejni.

A. A. Y.

UGCAA DE BOUMERDES
Dissolution du bureau
de wilaya

Par décision numéro 097 du 13 février 2007, le secrétaire général de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), Souilah Salah, a dissout le bureau de la wilaya de Boumerdes.

Il a par conséquent écarté 11 anciens membres de cette instance régionale. Joint par téléphone, M. Souilah a réitéré les griefs retenus contre les 11 mentionnés dans sa décision.

"Ils ont pris des décisions graves en violation des textes qui régissent le fonctionnement de notre organisation en plus ils ont porté atteinte à la réputation de nos responsables", nous a-t-il déclaré. Pour rappel, les membres dissidents du bureau de wilaya se sont rassemblés avant de rendre publique une déclaration de retrait de confiance à l'encontre de leur président du bureau de wilaya, Saoudi Mokhtar.

Démarche que la direction nationale juge contraire aux prérogatives des membres du bureau de wilaya éligibles. Dans la même décision (n°097), le secrétaire général renouvelle sa confiance à M. Saoudi qu'il charge, par ailleurs, en compagnie de deux membres du conseil national de l'UGCAA, de préparer l'assemblée générale des membres de l'organisation inscrits dans cette wilaya. "Nous agissons dans la transparence pour faire émerger les véritables commerçants", assure le numéro un de l'UGCAA. Durant toute la journée de mercredi, nous avons tenté d'entrer en contact avec les adversaires de M. Saoudi pour entendre leur version, en vain.

Abachi L.

MEDEA
Démolition du marché
de fruits et légumes
de Berrouaghia

Le marché de fruits et légumes situé au centre-ville de la localité de Berrouaghia, 26 km au sud du chef-lieu de wilaya, vient de faire l'objet d'une démolition quasi totale sur décision de M. Zoukh Abdelkader, wali de Médéa.

Cette action a été accueillie favorablement par la quasi-majorité de la population composée de plus de 79 000 habitants.

Les commerçants ont été transférés à l'ex-siège des Galeries algériennes situé juste en face de la gare routière.

Selon certaines indiscretions, il s'avère que tous les commerçants détenant des actes de propriété seront indemnisés. Par ailleurs, nous apprenons de M. Boukhari Abdeslem, P/APC de Berrouaghia, que la superficie ayant abrité l'ex-marché de fruits et légumes sera reconvertie en un projet de grande envergure, à savoir une placette avec toutes les commodités (cafétéria, crémérie, bureaux de tabac...).

Hamid Sahnoun

Les bénéficiaires
des lotissements sociaux
de la commune
de Berrouaghia attendent
toujours le gaz de ville

Depuis 1995, année où ils ont occupé leurs demeures, en dépit des démarches qui ont été faites, aucune réponse ne leur est parvenue à ce jour, malgré toutes les tentatives verbales et écrites (notamment la presse écrite) adressées aux autorités concernées, qui, toutefois, se renvoient la balle, indifférents aux souffrances de ces citoyens. "Vous trouvez cela normal qu'en 2007 un vieillard de 72 ans porte sur ses épaules une bouteille de gaz butane sur un trajet de 2 km ? Nos craintes et nos souffrances empirent durant la saison hivernale", s'écrie une personne d'un âge très avancé marquée par les lenteurs d'une administration sclérosée.

Hamid Sahnoun

Rencontre des anciens élèves
des maisons d'enfants
de chouhada

A l'occasion de la célébration de la Journée nationale du chahid prévue dimanche 18 février, une rencontre des anciens élèves des maisons d'enfants de chouhada de la wilaya de Tizi-Ouzou et d'autres wilaya du pays est prévue au niveau de l'ex-maison d'enfants de chouhada de Larbaâ-Nath-Irathen.

L'appel s'adresse également à l'ensemble des fils de chahid désireux se joindre à ce rassemblement voulu par ses initiateurs comme un geste

défini à honorer "la mémoire de nos glorieux parents morts pour l'indépendance de l'Algérie", lit-on sur un communiqué transmis au *Soir d'Algérie*. Les auteurs de cet appel souhaiteraient faire de cette rencontre plus qu'une commémoration d'une journée historique mais un rendez-vous qui débouchera, certainement, sur d'autres perspectives et qui sera en tout cas empreint d'émotion et de nostalgie.

S. A. M.